



HAL
open science

Des fondements idéologiques de la confrontation politique autour du “monument des martyrs” dans la ville d’Abidjan

Barnabé Cossi Houedin, N’guessan Daniel

► **To cite this version:**

Barnabé Cossi Houedin, N’guessan Daniel. Des fondements idéologiques de la confrontation politique autour du “monument des martyrs” dans la ville d’Abidjan. *Journal des Sciences Sociales*, 2018, 18, pp 167-184. ird-03747630

HAL Id: ird-03747630

<https://ird.hal.science/ird-03747630>

Submitted on 8 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des fondements idéologiques de la confrontation politique autour du «monument des martyrs» dans la ville d'Abidjan

Barnabé Cossi Houédin

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)
houedin@yahoo.fr*

N'Guessan Daniel Djédjé

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)
djnd2000@yahoo.fr*

Résumé

Ce texte est une analyse des fondements idéologiques de la confrontation politique autour du «monument des martyrs ». Il se veut plutôt un éclairage sur la façon dont la vie urbaine est pensée, influencée et organisée par la mobilisation d'idéologies politiques. A partir donc du « monument des martyrs » ou de ses ruines, il y est dévoilé la manière dont les idéologies produites autour de victimes de conflits politiques restent incompatibles et deviennent le support à des modèles d'actions divergents dans la ville d'Abidjan. Pour ce qui est du parti au pouvoir, celles qu'il produit servent essentiellement d'outils de concurrence et de restructuration de la vie politique en sa faveur. La technique de collecte de données mobilisée est l'entretien semi-directif. L'analyse de contenu a permis de faire ressortir les diverses représentations produites autour du monument ou de ses ruines. Les résultats de l'étude montrent une sorte de procès sur les différents états du « monument des martyrs » à travers les discours qui s'y rapportent : dénis de morts, perte de légitimité de l'ancien régime au profit du pouvoir actuel, évolution de représentations portées sur le monument en tant qu'infrastructure identitaire. Il s'en suit un type de formation de barrières politiques qui prend appui sur la reconnaissance ou non de martyrs associées aux logiques urbaines.

Mots clés : Confrontation ; Martyr ; Monument ; politique

Abstract

This text is an analysis of the ideological foundations of the political confrontation around the "monument of martyrs". Rather, it aims to shed light on the way in which urban life is thought, influenced and organized by the mobilization of political ideologies. Starting from the "monument of the martyrs" or its ruins, it reveals the way in which the ideologies produced around the victims of political conflicts remain incompatible and become the support for different models of action in the city of Abidjan. As for the party in power, the ones it produces are essentially tools of competition and restructuring of political life in its favor. The mobilized data collection technique is the semi-directive interview. The content analysis revealed the various representations made around the monument or its ruins. The results of the study show a kind of trial on the various states of the "monument of martyrs" through the related speeches: denial of deaths, loss of legitimacy of the old regime in favor of the current power, evolution representations of the monument as an identity infrastructure. It follows a type of formation of political barriers that relies on the recognition or not of martyrs associated with urban logics.

Keywords: Confrontation; Martyr; Monument; policy

Introduction

Plusieurs travaux (Balayn, 2013 ; Vinyes, 2013) montrent que les politiques publiques mémorielles sont des ressources appropriées pour consolider l'intégration et la cohésion sociale. Or, en Côte d'Ivoire, particulièrement dans la ville d'Abidjan, depuis la fin de la crise post-électorale en 2011, les programmes¹ de rénovation urbaine, telles que réalisés pourraient être des arguments qui viennent contredire cet argument. Le statut particulier acquis par les

ruines du « monument des martyrs »², depuis cette date, l'atteste. Selon l'histoire, ce serait suite à une marche de protestation³ organisée en 2004 par les militants du RDR⁴ et du PDCI⁵, que la première dégradation du monument a été observée. Ensuite, avec la crise post-électorale de 2010, sa destruction a été achevée, laissant au constat, les restes de sa fondation encore présents sur le site où il a été édifié.

Apprécié dans la ville d'Abidjan comme un édifice contesté, même les ruines du « monument des martyrs » connaissent une situation plus austère avec l'arrivée d'Alassane Ouattara⁶ au pouvoir en 2011. En d'autres termes, dans le contexte de reconstruction post-crise, elles sont particulièrement négligées. Bien plus, les discours qui y sont associés sont en déphasage avec ceux qui ont motivé sa création. Ce qui donne de supposer, la remise en cause de leur légitimité dans la ville. Partant donc de son nouveau statut de « rejeté », on peut affirmer que la promotion⁷ du « monument des martyrs » a pris une nouvelle dimension sous le régime d'Alassane Ouattara. En effet, les discours produits par ce dernier régime le font ranger dans la seule idée de valorisation des intérêts du pouvoir de Gbagbo Laurent. Ce qui donne une image unilatérale de ses ruines en les brandissant dans la ville comme la preuve d'une politique de marquage identitaire « abusive ». Discours et image des ruines du monument qui sont devenus aussi importants pour clarifier tout ce qui se cache derrière son marquage historique en termes d'appropriation.

Considérant ainsi que la ville est un champ par excellence où les acteurs politiques cherchent à former, transformer les « visions du monde » et à agir sur ces visions, le nouveau pouvoir s'est donc attelé à reformuler les intérêts individuels ou collectifs autour des ruines du monument en sa faveur. Projet inavoué qui prend appui sur un constat significatif : le désaccord à l'origine de son édification en 2001. En outre, l'histoire révèle encore à ce propos que l'opposition, à cette époque, aurait désapprouvé la présence de ce monument dans la ville. Alors, les leaders de certains de ses partis ont donc marqué ce fait par leur absence à son inauguration. Il s'agit notamment d'Alassane Ouattara du RDR, Henri Konan Bédié du PDCI et Robert Guéi⁸ de l'UDPCI⁹ (Djidje, 2002). Absence qui renverrait aussi à une opposition catégorique à s'identifier dans ledit monument. Dans la même perspective, contestant sa légitimité et son assimilation à un symbole de la nation, ce problème s'est progressivement constitué en une politique voilée, dévolue à son bannissement de la ville. Plus que le banaliser, il s'agirait pour le nouveau régime de le mettre dans l'oubli¹⁰ (Benbassa, 2010 ; Michel, 2011). Politique, du reste brandi dans le contexte post-crise par les militants du RDR comme celle d'une « bonne gouvernance » de la ville.

Pourtant, les pratiques des sympathisants du FPI sont tout autres. En face du refus de la restauration du monument, ils observent au même moment, la création de nouveaux pôles¹¹ de modernisation dans la ville. Pour ce faire, contrairement à l'abandon des ruines du monument en question, ils se donnent pour obligation de les promouvoir, refusant ainsi de les dépouiller de toute actualité au sein de la ville. En d'autres termes, sur l'espace urbain abidjanais, lesdites ruines sont présentées comme un avantage concurrentiel avec techniquement, les mêmes fonctions¹² de base que le monument dans son état initial. Elles sont de ce fait supposées leur offrir une autre caractéristique supplémentaire : mettre en exergue les innovations « ratées » et « inadaptées » du pouvoir en place, surtout, en matière d'embellissement. Sous un tel rapport, les ruines du « monument des martyrs » sont d'abord considérées dans le nouvel aménagement de la ville comme la preuve de la facilité avec laquelle le nouveau régime et le parti dont il est issu excluent les partis rivaux. Ensuite, prenant appui sur les monuments acceptés¹³ dans la ville et leurs liens avec la coalition¹⁴ politique au pouvoir, elles sont encore affichées comme le signe que cette coalition isole les

infrastructures bâties par le pouvoir sortant. Ainsi, loin de perdre un tel marqueur identitaire, elles sont toujours promues par le parti dont il est issu. Considérées alors comme un produit de la vie matérielle de la ville d'Abidjan, une censure faite dans le patrimoine de ses monuments sculptés, lesdites ruines contribueraient en permanence à attribuer à l'ex-parti au pouvoir (celui du Président déchu Gbagbo Laurent) une identité valorisante. Perception de plus en plus établie en dépit même du fait que ce parti, le FPI, est présenté comme défavorisé dans les compétitions politiques à l'œuvre dans la période post-crise.

Compte tenu donc de l'écart entre les pratiques de valorisation des ruines du monument chez les sympathisants du FPI et le désintérêt vis-à-vis des mêmes ruines chez le pouvoir en place, le présent travail, à l'image des études menées sur les monuments détruits et la littérature sociologique sur les ruines de monuments (Pinon, 1991 ; Cuartas, 2013), apparaît comme un objet scientifique majeur. En procédant à la recherche des significations par lesquelles le pouvoir en place tente de les rendre inopérantes, la question centrale de cette étude est : quels sont les fondements idéologiques de la confrontation politique autour du « monument des martyrs » ou de ses ruines ? Partant d'une telle question, l'objectif de ce travail est d'analyser les fondements idéologiques de la confrontation politique autour du « monument des martyrs » ou de ses ruines. Il s'agit particulièrement d'étudier les représentations de sympathisants du FPI et du RDR sur la destruction dudit monument, surtout après la chute de Gbagbo Laurent. Il est également question de mettre en relief les sens donnés à sa légitimation par l'ancien pouvoir chez les sympathisants du RDR. Les mêmes opérations sont appliquées à son maintien en état de ruines depuis la prise du pouvoir par Alassane Ouattara en 2011.

1. Méthodologie

Cette étude repose sur une enquête de terrain. Celle-ci a été menée dans le cadre d'une recherche de Master au cours de l'année 2014-2015 (Konan, 2015) et renforcée dans le courant de l'année 2017 pour les besoins de cet article. Le corpus de données a été recueilli sur la base d'entretiens semi-directifs auprès vingt-cinq (25) enquêtés. Les participants de l'étude ont été sélectionnés de façon aléatoire, cela, en fonction des critères d'inclusion formulés pour l'étude (Houéidin et al, (à paraître)). L'entretien semi-dirigé, comme technique qualitative de collecte de donnée a permis de mettre en exergue autant de représentations produits sur le monument ou ses ruines. L'enquête s'est fait avec quelques fois, le retour dans les sièges des deux principaux partis politiques en confrontation autour du monument. Il a été question à cet effet d'approfondir les réponses jugées pertinentes de certains enquêtés issus de ces familles politiques. Les échanges ont essentiellement porté sur i) l'histoire de l'édification du monument dans la ville ii) les représentations du monument après sa destruction, iii) les jugements portés sur l'édification du monument, la présence de ses ruines, les statuts et les positions qui se jouent autour de ses états. L'ensemble des données collectées et retranscrites a fait l'objet d'une analyse de contenu thématique (Aktouf, 1987).

Dans cet article, afin de comprendre les pratiques qui se manifestent sous la forme d'une confrontation politique autour du « monument des martyrs » ou de ses ruines, il est important de rappeler les travaux existants sur les questions de devoir de mémoire (Kattan, 2002 ; Bauer, 2003). De tels travaux sont, dans le cadre de ce papier, mobilisés comme un référent d'analyse. Inciter ou maintenir le devoir de mémoire à travers une confrontation politique autour du monument ou de ses ruines laisse ainsi paraître les idéologies qui le structurent. Et cela, dans une interaction caractérisée par la « transition » d'une situation de conflit politique sur l'espace urbain à celle de concurrence dans le même champ. Pour parler d'idées similaires, par cette même transition, se dévoilent les formes d'appropriation de l'espace ou

de l'identité de la ville sur la base des perceptions construites par telles ou telles instances dirigeantes (l'Etat, partis de l'opposition, parti au pouvoir).

2. Les structures idéologiques de la confrontation politique autour du monument des martyrs

Du corpus d'informations recueillies, il ressort cinq types d'idéologies. Elles se décomposent essentiellement en des croyances, des représentations. A travers elles, sont examinées la rupture avec les aspects de la domination politiques antérieurement suscités par la famille politique de Gbagbo Laurent.

2.1. Le « monument des martyrs » et l'idée de la rupture avec le principe de la violence comme règle de la compétition politique

Ce type de croyance est surtout produit par Alassane Ouattara et les militants de son parti. Après examen du corpus de données, plusieurs réponses attestent que la légitimation du régime de Gbagbo Laurent au travers du « monument des martyrs » s'est construite par leur position de parti au pouvoir. En usant de cette position, le monument aurait donc été mobilisé comme une ressource génératrice d'inégalités dans le champ politique. Et, c'est par la contestation de cette façon de se distinguer que l'idée de violence symbolique ou manifeste à l'endroit des militants qui ne soutiennent pas la présence du monument a émergé (Bourdieu, 1989). Diffusée à contre-courant des significations qui lui ont été conférées sous le règne de Gbagbo Laurent, la mobilisation des dites croyances est venue se greffer sur les revendications de la principale instance¹⁵ belligérante à l'époque de la crise ivoirienne. Il y est reconduit à cet effet, l'idée soutenue par la coalition des ex-mouvements rebelles selon laquelle le régime de Gbagbo Laurent est illégitime, ségrégationniste et injuste (Gadou, 2011).

Ces mêmes croyances ont été associées au retrait du « monument des martyrs ». Elles sont unanimement mobilisées par les enquêtés pour rendre compte du fait qu'il n'a pas échappé aux rivalités politiques entre le FPI et le RDR. Selon certains interviewés, c'est parce que les militants du RDR et leur leader ne reconnaissaient pas en ce monument, la célébration des victimes de leur famille politique qu'ils ont pris position contre sa présence dans la ville. Perçu à ce titre comme le symbole de consécration de la violence contre les militants de ce parti, il ne mérite que d'être isolé, désinvesti de la ville. La principale raison de ce fait est qu'il ne répond pas à la demande des partisans de cette famille politique (Neyret, 2004). Aussi, considéré à la fois comme marque d'exclusion et infrastructure partisane, le monument est-il assimilé chez les militants du RDR à un instrument destiné non seulement à la légitimation de l'identité mais aussi à l'histoire singulière de la lutte politique du FPI dans la ville. Histoire par laquelle, lorsque ce parti était au pouvoir, il tentait d'ailleurs par le truchement du monument, d'imposer sa suprématie aux autres partis politiques avec lesquels il était en compétition. Selon les mêmes enquêtés, l'idée de commémoration de martyrs symbolisés dans le monument est en réalité, la ressource par laquelle les militants du FPI proclament la défaite de leurs adversaires politiques aux élections présidentielles de 2000 (Dalisson, 2013).

De ce point de vue, la méfiance provoquée par sa présence n'a que progressivement renforcé leurs clivages politiques (Bacot, 2002). En proie à la lutte dans ce champ, selon lesdits interviewés, la perception du « monument des martyrs » en tant qu'expression de violence symbolique justifie les premières « attaques » dont il a fait l'objet. Par la suite, avec la radicalisation du conflit militaro-politique qui a suivi la période post-électorale de 2010, sa destruction a débouché sur l'état actuel de ruines encore observables. Du reste, en raison du fait qu'Alassane Ouattara et les siens ont reconstruit la présence du monument ou de ses

ruines comme une menace contre l'honneur des victimes de leur parti, les militants du FPI attribuent donc au RDR cet acte de « vandalisme inouï ». Pour ces derniers, il n'a été que motivé par les conflits de leaderships entre les deux partis politiques. C'est cette argumentation que confirme cet enquêté en ces propos :

« (...) La première fois que le monument a été attaqué, c'est le 24 mars 2004, lors de la marche organisée par les militants du RDR et du PDCI pour protester contre la « dictature » de Gbagbo Laurent. Cette marche a été interdite mais elle a eu lieu quand même. Cela a débouché sur des troubles et c'est là qu'on a pu constater la première profanation du monument. Ensuite, avec la crise post-électorale de 2010, sa destruction a été achevée. On peut donc imputer cette destruction aux militants du RDR et du PDCI » (Extrait d'entretien avec T à la mairie d'Adjamé)

Ayant observé les ruines actuelles du monument et la modification des sites où l'ancien régime avait bâti des infrastructures similaires, les partisans de Gbagbo Laurent considèrent l'effacement de ces derniers comme une politique visant à rendre leur parti vulnérable. Sous l'angle de vulnérabilité, se dévoilent ainsi les éléments structurants d'une nouvelle légitimité politique en contraste avec le modèle initié sous le règne de Gbagbo Laurent. Il y est évoqué en effet, l'idée de la pression politique qu'avait suscitée ce dernier et les volontés des militants du RDR de s'y soustraire. Et, pour atténuer la violence politique dont ils seraient l'objet, la confrontation politique suscitée par les militants du RDR est devenu le support par lequel, ils tentent d'affaiblir la domination du FPI, par-delà, mettre fin à la stigmatisation de leur parti. Cette tentative d'inverser l'ancienne gouvernance de la ville débouche sur le refus à donner de la valeur à toutes formes de participation urbaine dans laquelle le RDR est construit comme un parti minoritaire.

2.2. Le « monument des martyrs » et l'idée du changement d'une politique urbaine fondée sur l'exclusion sociale

L'un des résultats majeurs de cette étude est, de considérer le mépris à l'égard des ruines du monument comme base d'une politique de refus de toutes formes d'exclusion politique. Alors, si sa promotion a favorisé la légitimation de cette pratique à l'époque de Gbagbo Laurent, se réapproprier les victimes, leur appartenance ethnique ou politique en est la réplique. L'enquête a alors conduit à découvrir que la question de l'identité desdites victimes occupe une place centrale dans les processus d'identification au monument. Par elle, les partisans d'Alassane Ouattara redéfinissent la confrontation politique comme une stratégie de production de mémoire au sein de la ville. Il y est spécifiquement véhiculé la croyance selon laquelle, au risque de se voir imposer la célébration de « martyrs » à travers un monument non consensuel, il faut alors prendre de la distance vis-à-vis du flou¹⁶ construit autour d'eux. Par une telle distance, les militants du RDR entendent donner sens à leur quête de justice et de différenciation politique (Michonova, 2008). Elle leur sert donc d'appui pour revendiquer une identité de « martyrs » propre à leur parti. Ce qui permet de reconstruire sa légitimité vis-à-vis des autres partis politiques dans la ville.

En outre, alors que Laurent Gbagbo et son parti tentaient de mettre les « martyrs » dans un moule commun et légitimer l'impératif de leur commémoration au plan national, Alassane Ouattara et les militants du RDR essaient de les redéfinir. Ils mettent de ce pas l'accent sur les stratégies d'exclusion favorisées par l'ethnie ou l'identité politique. Renforcées par leur récupération politique et, en tant qu'investissement voulu par le nouveau régime, ces stratégies contribuent à la production de représentations défavorables autour du monument. Il s'en suit des types de différenciation du statut, des rôles joués ou attribués aux « martyrs » dont le monument ou ses ruines demeurent le symbole. C'est d'ailleurs dans cette filiation

d'idées que, le pouvoir d'Alassane Ouattara tente de justifier sa volonté à ne pas se reconnaître dans ces marqueurs de l'ancien régime en les condamnant fermement. A titre de témoignage, cet enquêteur affirme :

« (...) C'est les martyrs d'un parti qui sont représentés là... Je le redis, c'est un monument destiné aux martyrs du FPI » (Extrait d'entretien avec l'un des Responsables de Commission E du RDR)

Pour les militants du RDR, se soustraire du flou autour de l'identité des « martyrs », c'est revaloriser la compétition politique au plan national. Du moins, par une telle stratégie, ils revendiquent une autre forme de gouvernance de la ville qui dépouille les « martyrs du FPI » de leur valeur (Louis, 2012). En vue d'atteindre cet objectif, la différence entre les « martyrs » est la ressource par laquelle, ils actualisent de façon permanente les contestations¹⁷ formulées contre la légitimité de Gbagbo Laurent au pouvoir. De même, cette différence se révèle aussi comme le moyen par lequel, ils légitiment à leur tour l'honneur dû aux « martyrs » qu'ils se sont appropriés. Pour eux donc, ne pas faire de différence entre les « martyrs », c'est dévaloriser le principe même de la concurrence politique. Après coup, il s'agit essentiellement de réfuter l'idée selon laquelle, tous les partis politiques auraient été d'accord à accompagner le « triomphe électoral » de Gbagbo Laurent.

En conséquence, mobilisant l'idée selon laquelle, la politique urbaine sous l'ancien régime avait pour principe l'exclusion sociale, la différence entre les « martyrs » est de ce fait réinvestie comme l'élément significatif de la reconquête du pouvoir urbain. Sous ce rapport, elle contribue à renforcer l'identité du parti au pouvoir en le redéfinissant comme un parti dominant dont la participation des militants fut, dans le passé, étouffée ou mise à mal dans la ville. De plus, au plan national, c'est par cette même différence que leur refus à s'identifier dans les différents états du monument est devenu une référence morale pour le RDR. Plus loin, en tant que dispositif et exigence de ce parti au pouvoir, la même différence entre les martyrs remplit une double fonction. En premier lieu, elle est convoquée comme outil permettant de donner de la valeur ajoutée, à la nouvelle image de parti dominant que ses sympathisants se sont attribués dans la ville. D'autre part, c'est par elle aussi que, l'idée de la responsabilité morale du nouveau régime, quant à ne pas matérialiser la violence sur l'espace urbain est devenue une ressource pour consolider la cohésion urbaine.

Reconvertis en norme de performance, cette double fonction joue aussi un rôle du support, un référentiel de compétences. C'est par elle que le nouveau régime marque sa rupture d'avec les anciennes représentations dominantes de la ville en suggérant que ces dernières soient changées. Par elle également, les sympathisants du RDR s'érigent contre les pratiques dites ségrégationnistes de leurs rivaux du FPI dans la ville. En somme, prenant appui sur l'ethnie¹⁸ et les transferts d'une telle ressource dans le refus à donner une quelconque valeur au monument, les fonctions associées à la différence entre les martyrs ont donné lieu à une compétition dans laquelle le parti au pouvoir réclame une légitimité particulière au plan international.

Au plan national, ces mêmes fonctions sont à la base des discours et pratiques qui ont raffermis les liens de solidarité entre ses militants. Afin donc de ne pas entériner le « succès politique » de Gbagbo Laurent et tomber dans l'illusion du parti unique, refuser de s'identifier dans le monument signifie pour les militants en question, le rejet, la négation de tout intérêt commun avec l'ancien régime. Leur parti compte pour ce faire exister par ces propres idéaux. C'est pourquoi, en réponse à la légitimité attribuée au monument dans la ville, se défaire de cette pratique constitue l'un des outils par lequel les militants du RDR affirment leur compétence à réduire le marquage de la ville par les identités politiques partisans. Prenant

également appui sur le même outil, ils tentent aussi de se soustraire des pressions politiques dévalorisantes qui les ont maintenues, à un moment donné, dans une permanente position de dominés (Roy et Le Roy, 2011). Pour rendre compte de l'affaiblissement des relations autour du monument ou de ses ruines, de la distance entretenue par le RDR vis-à-vis de ces états, cet enquêteur rappelle :

« ...Au stade Félix Houphouët Boigny, précisément le 09 novembre 2000, Gbagbo a décidé au cours de la cérémonie en hommage à tous les morts des événements du 24, 25, 26 octobre de construire un monument en l'honneur de toutes ces victimes... il a estimé qu'ils sont tous ivoiriens quel que soit le bord politique : RDR ou FPI, PDCI ou autres encore afin que le peuple se souvienne de cet événement et que cela ne se reproduise plus. C'est la même chose pour les événements de l'Hôtel Ivoire. Le monument devait être un monument national mais d'autres partis comme le RDR disaient que c'est pour les militants du FPI seulement » (Extrait d'entretien avec T, tritrologue à Adjamé)

Si la célébration de « martyrs », telle que promue par Gbagbo Laurent et les siens est venue se heurter à une autre catégorie de martyrs revendiquée par le RDR, cette dernière pratique n'a que favorisé la mise en place d'un dispositif propre à ce parti avec divers objectifs (Koukou, 2008). Ce sont entre autres, la fragilisation d'éventuels liens forts avec le monument ou les idées de « martyrs » dans la ville. Dans la période de réconciliation nationale en cours, ces liens sont reconstruits au profit du RDR. Le plus important est d'arriver à faire sortir les « martyrs » revendiqués par ce parti de l'anonymat.

2.3. Du « monument des martyrs » comme symbole de propagande culturelle

Concernant cet aspect de la confrontation politique autour des états du monument, l'idée de base est ancrée dans le Programme Présidentiel d'urgence (PPU). Présenté aussi sous la forme de projet urbain, ce programme n'a pu prendre en compte la restauration du monument de ses ruines. En effet, bien que de nouvelles infrastructures urbaines aient été créées dans la ville d'Abidjan, tout semble montrer qu'une politique dévalorisante a été organisée autour desdites ruines (Danchin, 2014). Mieux, inscrite dans un processus de réappropriation des outils de gestion de la ville et de leurs effets sur ses dynamiques organisationnelles (contrôle, pouvoir, changement, innovation, etc.), chez les acteurs RDR, les ruines en question facilitent la mise en place d'un autre type de relations de sens. Afin de cimenter ces sens, du point de vue organisationnel, certains enquêteurs précisent même que, avec la chute du pouvoir de Gbagbo Laurent, le nouveau régime a enclenché une opération sélective de destruction de monuments dans la ville (Houédin et Djédjé, (à paraître)). Dans cette dernière, la non restauration du monument est rappelée par cet enquêteur en ces termes :

« Alassane et son gouvernement ont détruit de façon sélective les monuments. Bien avant cette destruction massive, le « monument des martyrs » n'a pas échappé à l'attention de ses militants. Ils ont détruit ce qui ne les arrange pas, sinon pourquoi à l'université ils ont laissé un monument qui porte la marque du nord puisque là-bas aussi y a eu des travaux de réhabilitation. Ils détruisent parce que simplement, ce sont les œuvres appartenant au régime antérieur » (Entretien avec Z, conseiller au FPI)

Il faut dire qu'au plan culturel, la confrontation politique suscitée par nouveau régime autour du monument ou de ses ruines vise à avorter les pratiques de l'ancien régime qu'il qualifie de propagande dans ce champ. Entreprise sous la forme de modification d'un ordre culturel révolu, par elle, le pouvoir d'Alassane Ouattara se détourne des usages prévus par les promoteurs du monument. Afin donc de rompre avec leur politique de « refondation culturelle », depuis sa prise du pouvoir en 2011, il n'a plus été question de sa

commémoration. En lieu et place, il a mis au désespoir la fierté et l'honneur que le régime de Gbagbo Laurent tirait de la présence du monument dans la ville. Ce qui lui permet d'ailleurs, d'adopter une nouvelle politique en matière d'embellissement. Pour les enquêtés, les sympathisants du RDR justifient cette démarche en mettant l'accent sur l'histoire qui accompagne ledit monument. Selon eux, cette histoire, telle que diffusée par les partisans de Gbagbo Laurent n'atteste pas d'une vérité historique unanimement établie, mais plutôt, de la volonté d'un parti rival à imposer dans le pays, sa version des faits relatifs à l'édification dudit monument (Tisseron, 1999). Pour ne pas cautionner une telle version de l'histoire de la ville, le pouvoir actuel reste donc indifférent à la restauration du monument de ses ruines. C'est ce témoignage que rend cet interviewé en ces termes :

«... ce sont les vainqueurs d'une guerre qui célèbrent leurs martyrs. Ils racontent, écrivent leur histoire et brandissent les martyrs de leur lutte, de leur cause. Le RDR ne se reconnaît pas dans ces martyrs donc, ne veut pas les célébrer. ..Aussi, dans la même période de guerre, il y a eu les massacres de Duekoué avec au moins 1000 morts. Ils ne les reconnaissent pas comme martyrs parce que ce ne sont pas leurs militants» (Extrait d'entretien avec Z, conseiller au FPI)

Pour les militants du RDR, c'est parce que Gbagbo Laurent a été déchu du pouvoir que le marquage de l'espace géographique abidjanais doit se refaire en privilégiant l'identité du nouveau parti au pouvoir. Il doit aussi se faire en renforçant leurs liens à la nation au détriment de liens affinitaires incluant l'identité du FPI. Susceptible donc d'être modifié au gré du parti au pouvoir, les discours qui accompagnent ce marquage sont aussi devenus une référence de l'histoire locale des « martyrs revendiqués ». Ils sont perçus à cet effet, le moyen de transmettre une mémoire collective valorisante aux futures générations de ce parti.

Bien plus qu'une politique d'effacement des marques identitaires laissées par l'ancien régime au sein de la ville (Baez, 2015), cette indifférence aux ruines du monument est rappelée par les militants du FPI comme une forme d'exercice de la « justice des vainqueurs » (Banégas, 2012). Or, les militants du RDR estiment qu'au-delà même du manque de consensus autour du « monument des martyrs », la référence au monument n'est pas encore une pratique ancrée dans la culture du pays. A ce propos, non seulement l'urgence avec laquelle il fut construit est décriée, mais aussi, l'absence de projet urbain favorable à sa restauration est reconstruite comme un problème culturel. Aussi, dans les compétitions politiques d'après crise, le manque d'unanimité qui était à l'origine de son édification est mobilisé pour justifier l'abandon de ses ruines. Sous ce rapport donc, il n'en demeure pas moins qu'elles rappellent toujours les divergences entre le FPI et le RDR, conduisent toujours à l'affirmation de leurs velléités singulières, encore « difficilement » conciliables. C'est pourquoi, en faisant allusion à l'instrumentalisation politique autour du monument ou de ses ruines, cet enquêté évoque les raisons de leur abandon par l'actuel pouvoir comme suit :

« (...) Notre culture ne symbolise pas ces événements (parlant du conflit fratricides qui a porté le Président Gbagbo Laurent au pouvoir, les autres conflits sur l'espace urbain en occurrence les « massacres » liés aux événements des 14, 15, 16 novembre 2004 à l'Hôtel Ivoire et dont les victimes sont symbolisées dans le monument) par des monuments ...S'il y avait consensus lors de la construction du monument, ses ruines ne seraient pas délaissées aujourd'hui... Ce sont les martyrs d'un parti qui sont représentés là...Les promoteurs du monument n'ont pas tenu compte des partis minoritaires de l'époque pour le construire...Je le redis, c'était un monument destiné aux martyrs du FPI. Ils sont plus au pouvoir donc qui va gérer les ruines du monument pour eux ? D'ailleurs, il n'y a pas eu de structure pour entretenir

le monument à leur époque... » (Extrait d'entretien avec l'un des Responsables de Commission E du RDR)

Avec le renouvellement urbain, les divergences politiques autour des « martyrs » célébrés dans le monument ont aussi renforcé le maintien desdites ruines dans la logique de refoulement. De ce point de vue cette, la reconnaissance des propriétés du monument, telle qu'associée à l'identité de la ville et voulue sous le régime de Gbagbo Laurent est remise en cause. Il en est de même de la perception du site qui abrite encore ses ruines comme lieu de mémoire. Par refus ou par mépris, les récits de la résistance, la mémoire collective que suggèrent les différents états du monument ont été inscrits dans les rivalités politiques d'après crise. Pour le parti au pouvoir, ces éléments ne doivent plus contribuer à définir l'identité de la ville et ne sont plus les ressources adaptées à son appropriation.

2.4. De l'inclusion du « monument des martyrs » dans les processus de discrimination politique

L'enquête permet ainsi de confirmer que la confrontation politique incitée par le nouveau régime autour des ruines du monument passe par la mise à l'écart des récits tenus par ses promoteurs. Dans les nouveaux récits qui lui sont associés, il est véhiculé l'idée selon laquelle, à travers les « martyrs » que le monument représentait, Gbagbo Laurent a seulement mis en place un traitement préférentiel des victimes de son parti, le FPI. Son objectif a été de leur donner plus de reconnaissance politique aussi bien au sein de la ville qu'au plan national.

Depuis donc l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir, sur la base du lien supposé entre le monument et les tendances à la discrimination politique, la confrontation incitée va à l'encontre de deux pratiques : la première est celle de l'apologie du tribalisme dans la ville. La seconde se rapporte aux tentatives à isoler le leader du RDR. En combattant ces « mauvaises » pratiques de leurs prédécesseurs, l'objectif a été surtout de remettre en cause les stéréotypes¹⁹ associés à l'image d'Alassane Ouattara. Selon certains enquêtés, lesdits stéréotypes sont toujours significatifs pour déconstruire sa légitimité de président, jeter le discrédit sur le parti en accentuant, non seulement la défiance envers cet élu mais aussi, en réactivant les débats sur « l'illégalité » de son parti dans les compétitions politiques au plan national. Dans ce même esprit, pour eux, le traitement préférentiel des « martyrs », le sens de la discrimination politique qu'il sous-entend, laisse entrevoir les barrières contre l'égalité de chances au pouvoir. Il en est de même pour l'harmonisation des identités politiques dans le marquage de la ville. Appréhendé en ces termes, valoriser la confrontation politique autour du monument ou de ses ruines apparaît chez les militants du RDR, comme une innovation en matière de résistance. Par elle, ils affirment la cohérence interne de leur parti à lutter contre les représentations dévalorisantes sur l'ascension politique d'Alassane Ouattara et le prestige voulu à son parti dans la ville d'Abidjan.

Du reste, prenant appui sur le fait que les états du monument sont toujours mobilisés pour pérenniser le mythe du pouvoir de Gbagbo Laurent, cela a renforcé leur rejet. Ces manières de faire ont ainsi favorisé la radicalisation progressive des rivalités avec les militants du FPI. Les rivalités en question, manifestées sous les formes de méfiance et de dissentiment dans la ville ont essentiellement favorisé une violation des règles attendues de la réconciliation post-crise en la rendant incertaine. D'ailleurs, le désintérêt vis-à-vis des ruines du monument y reste le principal indicateur. Bien plus, avec cette incertitude de réconciliation au sein de la ville, le déshonneur que les sympathisants du RDR ont vécu dans le passé les motive toujours à vider lesdites ruines de leurs sens en rapport avec les propriétés initiales du monument. C'est pourquoi, pour déconstruire les récits du monument qui leur sont appliqués, ces derniers mettent l'accent sur une forme de martyrisation propre au RDR. Le nouveau régime a donc

recours à cette martyrisation pour pérenniser l'idée d'un excès de pouvoir sous l'ancien régime, actualiser le caractère « absurde » de la présence des ruines du monument dans l'ensemble urbain. Car, cautionner cette présence, c'est renouveler l'exploit que la promotion du monument a suscité chez leurs prédécesseurs. C'est aussi accepté de reconduire leur façon de narguer le respect des droits des concurrents politiques qu'ils étaient à l'époque. Par cette manière de penser et d'agir, sont expliqués l'honneur qu'ils tirent de la distance vis-à-vis desdites ruines, l'avantage de le mobiliser pour reconstruire la mémoire autour des « martyrs » de la ville à leur profit (Michel, 2014).

Contrairement aux discours diffusés par les « fidèles » de Gbagbo Laurent autour du monument, les militants du RDR perçoivent que ces récits sont en déphasage avec la version des faits tels qu'ils les ont vécus. Il ressort alors des discours qu'ils entretiennent autour des « martyrs » qu'ils revendiquent que, l'indifférence au monument ou à ses ruines se justifie par deux faits essentiels : en premier lieu, il s'agit de se soustraire de l'insécurité et de la vulnérabilité dont le parti était l'objet à l'époque de Gbagbo Laurent. En deuxième lieu, il est surtout question de montrer aux yeux des riverains que, les démonstrations de force de leurs rivaux ont été renversées en leur faveur. Pour soutenir ce raisonnement, l'enquêteur suivant raconte :

« (...) l'histoire qui est la base de la création de ce monument et que le FPI veut faire connaître à tout le monde, c'est que le RDR aurait des suppos blancs (parlant d'un quelconque soutien de ce parti par l'ex- colonisateur la France et d'autres alliés dans les pays européens). Ensemble, ils sont venus envahir le pays, qui n'est pas le leur et tuer les ivoiriens. C'est au nom de ces Ivoiriens massacrés que le monument a été édifié... C'était en pleine crise ... Ils prennent les victimes de leur parti et en font des martyrs de la nation. C'est du faux. C'est mentir et faire du faux dans l'histoire. Leurs martyrs ne sont pas nos martyrs. Ils sont martyrs par les faits du blanc et non du RDR. » (Extrait d'entretien avec l'un des Responsables de Commission E du RDR)

Dans la confrontation politique incitée par le parti au pouvoir, en modifiant l'histoire initiale du monument, c'est démontrer que sont révolus les supports idéologiques qui assuraient la fierté de ses promoteurs. Argument similaire, non seulement pour la supériorité qu'ils tiraient de sa visibilité dans la ville, mais aussi, de la notoriété construite à partir du lien entre le monument et le « triomphe électoral » de Gbagbo Laurent. La logique de contre-pouvoir implique alors que, chez les militants du RDR, l'histoire associée à ses ruines soit ancrée dans les idées de lutte contre la xénophobie, l'exclusion sociale et le tribalisme dans le pays. Une telle histoire, d'ailleurs, s'inscrit dans le prolongement de permanentes pratiques politiques du parti lorsqu'il était encore dans l'opposition : lutte contre la « dictature » et « l'instrumentalisation des jeunes » (Latt, 2011 ; Sanga, 2003).

2.5. Le « monument des martyrs » et les perceptions relatives à l'appropriation de l'espace urbain

Cette partie de l'étude repose sur trois idéologies. Celles-ci ont en commun de contribuer à remettre en cause de la façon dont le site qui abrite le monument a été aménagé. La première idéologie stipule que, Gbagbo Laurent et son régime auraient occupé de façon déloyale les sites découverts de l'espace géographique abidjanais. Par cette idéologie, le but visé est de montrer que l'ancien régime a marqué lesdits sites, de l'identité du parti dont il est issu. La deuxième idéologie met l'accent sur le refus d'une gouvernance dite discriminante, en matière de dotation de la ville d'Abidjan en monument. A cet effet, chez les militants du RDR, l'indifférence même au site qui abrite les ruines du monument est le moyen requis pour décourager les usages de sites publics à des fins partisans. Parce qu'ils pensent que la

trajectoire politique de Gbagbo Laurent et du FPI ont été le critère dominant dans l'aménagement de ces sites, le nouveau régime compte leur attribuer de nouveaux usages, les requalifiés dans sa politique d'urbanisme en cours. Leur promotion, loin de traduire une histoire commune, doit se faire en les protégeant contre la réalisation d'infrastructures non consensuelles, « inutiles et imposées ».



Source : Enquête de terrain, Houédin, 2015

Photo : aperçu du site qui abrite les restes de la fondation du « monument des martyrs »

La troisième idéologie, en cohérence avec les deux premières citées, met en relief la banalisation du site qui abrite le monument. Sous cet angle, l'idée selon laquelle le FPI aurait monopolisé l'usage des sites découverts de la ville afin d'y légitimer les droits spécifiques de ses militants, l'argument selon lequel, le caractère « national » attribué au monument ne répond pas aux attentes du RDR n'ont que structuré son péril et son mépris. Au demeurant, banaliser le site a pris aussi le sens du refus de contribuer à la mainmise sur les droits²⁰ politiques dans la ville. Plus loin, l'aménagement du site étant jugé dévalorisant, depuis la prise du pouvoir par Alassane Ouattara, il apparaît à la fois au centre des conflits liés à l'usage des sites découverts de la ville et des luttes de leur appropriation (Viès, 2011). Qualifié d'enclavé et donc sans intérêt pour le parti au pouvoir, cet argument est traduit par l'un des enquêtés de l'étude de manière suit :

« Le RDR a aussi ses martyrs, mais ils sont pas représentés dans la ville... Ce pouvoir (parlant du régime de Gbagbo Laurent) ne l'aurait pas permis... Nos martyrs sont au cimetière d'Abobo et d'Anyama. Le parti a aménagé des espaces carrés pour eux et c'est là-bas que nous allons les commémorer (...) Nous avons des cimetières de martyrs et on assume cela. Ce n'est pas dans la ville... Quant au site de ce monument, il ne renvoie même pas à un symbole d'entente, de rencontre ou de convivialité. Ils (parlant du FPI et de ses militants) ont jeté une construction quelque part, sur un site sommaire. L'espace n'est même pas ouvert et ne traduit pas un appel à la cohésion sociale ». (Extrait d'entretien avec l'un des Responsables de Commission E du RDR)

De tels propos, selon les sympathisants du FPI sont la preuve que depuis l'édification du monument, leurs rivaux du RDR auraient planifié un contre-pouvoir de sa légitimité. Pour ce

faire, il a sa propre logique, ses valeurs, ses pratiques qu'il veut instituer en ce sens. C'est grâce à de tels moyens que ses sympathisants brandissent la gouvernance autour des états du monument comme ne répondant pas aux demandes des « riverains ». De plus, ils témoignent de la volonté manifeste du régime d'Alassane Ouattara de redéfinir l'identité des sites urbains du même genre qui avaient été stratégiquement modelés et autorisés sous Gbagbo Laurent (Lascoumes et Bezes, 2009).

Les trois types d'idéologiques ci-dessus exposés permettent alors de diffuser dans l'imaginaire de la population abidjanaise, les raisons pour lesquelles, les présentes ruines du monument sont depuis lors exposées à l'inattention de la part du nouveau régime. A l'opposé, les militants du FPI assimilent plutôt cette négligence à l'égard des ruines du monument à des sanctions, des pratiques de ressentiment et de vengeance. Pratiques qui ne favorisent pas le « vivre ensemble » politique mais, contribuent à accentuer au contraire la guéguerre entre les deux partis (Loukou, Kôkôtré et Siloué, 2012). Car, pour eux, ces pratiques n'ont d'autres objectifs que d'effacer les marqueurs identitaires que l'ancien pouvoir a légués à la ville d'Abidjan. Cet enquête rapporte ces faits en ces termes :

« Ils (parlant d'Alassane Ouattara et des militants du RDR) ignorent le monument parce que ce n'est pas leur régime qui l'a construit...C'est devenu leur règle : détruire les monuments qui ne les arrangent pas...C'est la question de rattrapage ethnique qui prévaut dans l'espace culturel, politique de la ville. Il faut détruire ou mettre à l'écart tout ce qui ressemble à la figure de l'élite qui n'est plus au pouvoir » (Extrait d'entretien avec Z, conseiller au FPI)

Sous Alassane Ouattara, les espaces ou sites urbain tel que celui qui abrite les ruines du « monument des martyrs » sont dépouillés de leurs sens. Ce qui les valorise reste jusqu'à une date un peu récente (2011) négligé. Concernant les ruines susmentionnées, à cause des rivalités politiques à l'œuvre entre les deux tendances politiques, elles sont plutôt traitées de ruines violentes et inacceptables (Leblanc, 2010).

Discussion et conclusion

Conformément à leurs divergences, les différents états du « monument des martyrs » servent de ressources pour légitimer des types de gouvernance sur l'espace urbain abidjanais. Ils sont aussi un appui pour établir des mémoires concurrentes au sein de la ville. Objets de non reconnaissance et de politique publique dissimulée, ces supports idéologiques facilitent la rupture d'avec sa promotion telles que motivées par le précédent régime. Ils ne sont mobilisés, en effet, que pour entretenir un système de relations où se dévoilent à la fois, la remise en question de positions initiales autour du monument ou de ses ruines, les formes de domination orchestrées par le FPI sur l'espace urbain. Modifier les idéologies en ce sens favorise d'autres types de légitimés, crée des changements aussi bien dans normes et les principes moraux de fonctionnement dans ville. Il en est de même du leadership dans la ville, leadership proclamé à partir de droits particuliers propres au parti au pouvoir. Prenant appui sur ces types de manifestation du pouvoir dans la réappropriation ville, l'étude rejoint celles faisant non seulement l'analyse des concurrences mémorielles mais aussi, les conflits d'appropriation territoriale (Dorso, 2007 ; Grandjean et Jamin, 2011).

Ces types de conflits de mémoires révèlent de fait, le renouvellement de formes spatiales et des identités dominantes dans la ville. Ce renouvellement, en lien avec les modifications politiques au sommet de l'Etat, entraîne autant de changements dans les pratiques d'embellissement de la ville d'Abidjan que dans les rapports entre les familles politiques. Il évolue en posant les luttes d'appropriation de la ville, de ses infrastructures et ses sites découverts comme un moyen de fragilisation ou renforcement de la cohésion urbaine. En cela,

l'étude vient confirmer cette hypothèse formulée par Gnabéli (inédit). Pour cet auteur, les formes de gouvernance suscitées tant au niveau national qu'urbain participent au renforcement, à la fragilisation de la cohésion sociale en termes de recompositions des rapports sociaux.

Cette nouvelle forme d'articulation de relations entre l'Etat, les institutions de gestion de la ville et les partis politiques dans sa gouvernance contribuent toujours à questionner les ruines du monument comme espace de perpétuation de rivalités politiques. Elle dévoile sans doute que, la mémoire de la ville et son patrimoine en matière d'infrastructures publiques sont devenues des instruments politiques sur lesquels des formes de prestiges sont produits. Outre ces aspects, cette étude invite à questionner les enjeux ainsi que les probables risques de la démolition de monuments au sens où, elles comme l'atteste cette étude, le produit des rapports de forces politiques au sein de la ville d'Abidjan.

Bibliographie

Arborio (A-M.), 2007. « L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier », in *Recherche en soins infirmiers* vol 3, n° 90, pp 26-34.<http://www.cairn.info/revue-recherche-en-soins-infirmiers-2007-3-page-26.htm>

Bacot (P.), 2002. « La politisation comme élargissement de la conflictualité », in *Atelier "Conflictualisation et politisation"*, 7eme Congrès de l'Association française de Science politique, pp 1-8 Lille, France <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00294052>

Balayn (E.), 2013. « Vers une européanisation du secteur des politiques publiques mémorielle. Le cas de "l'European Union of Exiled and Expelled People" », in *Sens Public, Revue internationale International Web Journal*, 184p. <http://www.sens-public.org/article1003.html> www.sens-public.org

Banegas (R.), « Reconstruction "post-conflit" ; violence et politique en Côte d'Ivoire », in *Sciencespo*, 10 p. https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_rb.pdf

Bazin (L.), 2012. « L'idéologie de l'identité nationale, un facteur de désagrégation de la société : Eclairages à partir de la Côte d'Ivoire », in *Savoir / Agir*, Editions du Croquant, 2007, pp.61-69. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-00445531/document>

Benbassa (E.), 2010. « Juste mémoire » ou raisonnable oubli ». *Préface à J. Michel, Gouverner les mémoires*, Paris, PUF. Gouverner les mémoires, pp IX – XV. <https://www.cairn.info/gouverner-les-memoires--9782130572398-page-IX.htm>

Bourdieu, (P.), 1989. *La noblesse d'Etat : grandes écoles et esprit de corps*. Paris : Ed. de Minuit, 568 p

Chapoulie (J-M.), 2000. « Le travail de terrain, l'observation des actions et des interactions, et la sociologie ». In *Sociétés contemporaines* n° 40, pp 5-27. http://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_2000_num_40_1_1811

Cote (L.) et Turgeon (J.), 2002. « Comment lire de façon critique les articles de recherche qualitative en médecine ». In *Pédagogie Médicale*, vol 3, pp 81-90.http://www.uqtr.quebec.ca/metho-lcs/DOC/grille_cote-turgeon.pdf

Cuartas (P.), 2013. « Les objets de mémoire ou la ruine au quotidien », in *Sociétés*, n° 120, 2/ pp. 35-47. <http://www.cairn.info/revue-societes-2013-2-page-35.htm>

- Dalisson (R.), 2013. « Mémoire de guerre et nouvelles pratiques culturelles sous la III^e République : l'exemple du monument aux morts de 1870 à Marseille », in *Cahiers de la Méditerranée*, 86 | pp 383-399. <http://cdlm.revues.org/6891>
- Danchin (E.), 2014. « De la protection à la valorisation du patrimoine dévasté : penser la valorisation des ruines pendant la guerre », in *Situ* 23, pp 1- 16. <http://insitu.revues.org/10920>
- Djidje (M-A.), 2002. « Précipitations », in *Ivoir Soir* du 25, 26, 27 janvier, p 10
- Dobry (M.), 1995. « Réflexions à partir d'une analyse sociologique des crises politiques ». *Séminaire du Programme risques collectifs et situations de crise*, IHESI, CNRS.
- Dorso (F.), 2007. « Batailles territoriales et symboliques autour de la muraille de Théodose II à Istanbul », *Espaces et sociétés* /3 (n° 130), p. 103-117. <http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-3-page-103.htm>
- Ekra (F.), 2014. « Abidjan-Chantiers : topographie d'une scène panafricaine », in *Art Press*, n° 402, pp 48-53. <http://cecilefakhoury.com/wp-content/uploads/2014/10/Abidjan-chantiers.pdf>
- Gadou (D.), 2011. « Conflit et mobilisations patriotiques en Côte d'Ivoire : les protagonistes entre imaginaire national et positionnement politico-économique ». In *Akindès F. (dir.), Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence. Editions du CODESRIA*, pp 85-132. <http://www.codesria.org/spip.php?article1469>
- Gbagbo (L.), 2000. « La mort n'a pas de parti, de religion, de région ». In *Fraternité Matin*, n° 10000, du 10 novembre
- Giardinelli (A.), 2018, « Le droit à la ville vu des quartiers populaires », Colloque, *Calenda*, Disponible sur <https://calenda.org/439298>
- Gnabéli (R Y.), 2017. « Les conflits sociaux et mobilisation ethnique en Côte d'Ivoire », in *Ethnic Power Relations and Conflict in Fragile States*, 4p
- Grandjean (G.) et Jamin (J.) (Dir), 2011. La concurrence mémorielle, Ed. Armand Collin, Coll. Recherches, 256 p
- Houédin (B.) et N'Guessan (D.), (à paraître). « Les monuments sculptés de la ville d'Abidjan : de l'embellissement urbain à la lutte politique (2003-2013)
- Houédin (B.) et al. , (à paraître), « Monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan : de la reconnaissance urbaine à la légitimation politique (2002 à 2010).
- Karel (A.), 2008. « Mouvement patriotique et construction de « l'autochtone en Côte d'Ivoire », in *Afrique et développement*, Vol. XXXIII, No. 3, pp. 1-20, https://www.codesria.org/IMG/pdf/AD_33_3_2008_1_Arnaut.pdf
- Kattan (E.), 2002. *Penser le devoir de mémoire*, Paris PUF, 147 p
- Konan (D.), 2015. Rénovation urbaine et destruction des monuments d'arts dans la ville d'Abidjan : cas du « monument des martyrs » à Adjamé et de la statue de la liberté à Yopougon. Mémoire de Master 1, Institut d'Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 61p.
- Koukou (F.), 2008. RDR / hommages de la case verte - quand le parti d'ado choisit ses martyrs, www.koffi.net/.../34844-RDR-Hommages-de-la-case-verte-Quand-le-parti-d-Ado-choisit

Lascoumes (P.) et Bezes (P.), 2009. « Les formes de jugement du politique. Principes moraux, principes d'action et registre légal », *L'Année sociologique* 1, Vol. 59, pp. 109-147. <http://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2009-1-page-109.htm>

Latt (T.), 2011. « Enrôlement des jeunes dans l'armée : Gbagbo instrumentalise la misère des jeunes », in *Le Patriote* n° 3418 du 23 mars, p 4

Leblanc (A.), 2010. « La conservation des ruines traumatiques, un marqueur ambigu de l'histoire urbaine », *L'Espace géographique* 3, Tome 39, pp. 253-266. <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2010-3-page-253.htm>

Louis (F.), 2012. Gouverner les mémoires, entretien avec Johann Michel : A propos de Gouverner les mémoires Les politiques mémorielles en France. <https://indomemoires.hypotheses.org/704>

Loukou (G B.), Kokotré (T.) et Siloué (O.), (sous la dir), 2012. Côte d'Ivoire le "rattrapage ethnique" sous Alassane Ouattara. Fondements, pratiques et conséquences Etats, pouvoirs et société. L' Harmattan, Paris, 200 p

Méhu (D.), 2011. « Constructions, reconstructions et commémorations clunisiennes, 1790-2010 », in *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*, 15 / -1, pp131-137. <https://cem.revues.org/373>

Michel (J.), 2011. « Peut-on parler d'une politique de l'oubli », in *Usages publics du passé*, pp 1-13. http://anciensiteusagespublicsdupasse.ehess.fr/fileadmin/PDFarticles/Michel_Johann_Politiques_de_

Michonova (R.), 2008. Champ politique et stratégie de différenciation. L'exemple bulgare, pp 89-112. <http://cevipol.ulb.ac.be/sites/default/files/Contenu/Cevipol/michonova-024.pdf>

Pinon (P.), 1991. « Construire sur les ruines ». Faut-il restaurer les ruines ? », in *Actes des colloques de la Direction du Patrimoine, mémorial de Caen*. Paris : Ministère de la Culture, coll. « Entretiens du Patrimoine », pp 191-195.

Pires (A.), 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in *J. Poupard, J.-P. Deslauriers, L.- H. Groulx, A. Laperrière, P.Mayer & A.P. Pirès, La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp.113-172. Boucherville : G. Morin. http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/echantillonnage_recherche_qualitative/echantilln

RFI, 2004. Côte d'ivoire, combien de morts après le 25 mars ? Disponible sur http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/052/article_27198.asp

Roy (P.) et Le Roy (F.), 2011. « Stratégies de rupture, dynamique de la concurrence et performances », in *Revue Management international* v 15, n 2, pp 81-94. <https://www.erudit.org/fr/revues/mi/2011-v15-n2-mi1521301/1003451ar>

Sanga (C.), 2003. « Formation des milices, manipulation de la rue...Voici comment Gbagbo veut ressembler à Hitler », in *Le Patriote*, n° 1256 du 07 novembre, p 2

Tchié (M.), 2012. La Côte d'Ivoire en plein chantier: les travaux d'Hercule d'Alassane Ouattara. <http://news.abidjan.net/h/446975.html>

Vinyes (R.), 2013. « Le processus de construction d'une mémoire publique par l'État espagnol », in *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, 115, <http://temoigner.revues.org/445>

Vlès (V.), 2011. « Entre redynamisation urbaine et banalisation des espaces : tensions et enjeux de l'urbanisme touristique », in *Mondes du Tourisme* 3, pp 14-25. <http://tourisme.revues.org/507>

Notes

[1] Les programmes de rénovations urbaines en question sont inclus dans le « vaste » Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) lancé par Alassane Ouattara dès son accession au pouvoir en 2011. En vue de marquer la fin de l'ancien régime, cette rénovation et le caractère urgent qui lui fut conféré ont été de plus en plus considérés comme des priorités dans le renouvellement urbain. En tant que premier projet urbain de la période post-crise, l'accent a été mis sur la réhabilitation des infrastructures dégradées et la création de nouvelles dites en faveur du mieux-être des riverains. A ce titre, si des infrastructures publiques détruites ou en ruines (écoles, hôpitaux, centre de formations, etc) ont été réhabilités, de nouveaux ponts tel que le pont Henri Konan Bédié a été construit.

[2] Le monument en question a été nommé « monument des martyrs » par le Président Gbagbo Laurent. Lire Houédin et al (à paraître)

[3] Il était question de protester contre les « pratiques dictatoriales » du pouvoir de Gbagbo Laurent à cette époque. Cette marche de protestation dite pacifique rassemblait les partis d'opposition de l'époque. Ce sont les partis politiques tels que le Rassemblement des républicains (RDR), le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), le Mouvement des forces d'avenir (MFA) et les Forces nouvelles (FN, ex-rébellion). Si les premiers sont appelés à manifester dans la ville d'Abidjan, les derniers, les Forces Nouvelles, quant à eux devaient essentiellement manifester dans le nord du pays qu'elles contrôlent. (Lire à ce propos RFI,2004)

[4] Rassemblement Des Républicains

[5] Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

[6] Alassane Ouattara est issu du RDR (Rassemblement Des Républicains), le parti au pouvoir. De la date d'édification du monument à la fin de la crise militaro-politique, c'est-à-dire entre 2002 et 2010, cet acteur occupait le statut de Président de son parti le RDR. Depuis 2011, il est le Président de la République de la Côte d'Ivoire.

[7] Lire à ce propos (Houédin et al, (op cit))

[8] Robert Guéi diriger la junte militaire au pouvoir en Côte d'Ivoire de décembre 1999 à octobre 2000. Il était à cette époque, le candidat sortant des élections présidentielles de 2000

[9] Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire

[10] Cette politique de l'oubli passerait par les volontés de rendre encore inopérantes les propriétés du monument par un type de désintérêt vis-à-vis de ses ruines. On y comprend comment les pratiques autour du monument ou de ses ruines tendent à se différencier et reposent les questions d'aménagement en cours. L'identification à ces éléments est donc un point de vue imaginaire qui peut changer avec la promotion d'une autre pensée dominante autour d'eux. Le bon usage de celle-ci doit

contribuer à la mise en place d'un contre-pouvoir susceptible d'affaiblir leur influence, leur promotion telle que voulue sous le régime de Gbagbo Laurent.

[11] Il s'agit par exemple de la mise en valeur des berges lagunaires par les activités industrielles, la création du troisième pont baptisé « pont Henri Konan Bédié », le projet d'aménagement et de valorisation de la baie de Cocody depuis 2015

[12] Lire Houédin et al (ibidem)

[13] Parmi les monuments sculptés acceptés dans la ville, on peut citer le « Monument aux mort » (édifié en 1933 dans la commune du Plateau). Ce monument a été construit en hommage aux Ivoiriens « tombés pour la France » lors des deux guerres mondiales. Il ya aussi le monument « Monument de la place de la République Abidjan-plateau » : inauguré en 1960, est un symbole de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Enfin, le monument « Akwaba », symbole d'hospitalité et du vivre ensemble a été inauguré en 1989 dans la commune de Port-Bouet.

[14] Il s'agit par exemple du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP). Elle a été fondé 2005 à la faveur des enjeux électoraux du moment. En tant que coalition politique, elle est composée de cinq (5) partis dont le PDCI, le RDR, l'UDPCI, le MFA (Mouvement des Forces d'Avenir et l'UPCI (Union Pour la Cote d'Ivoire). Ces derniers se réclament tous comme héritiers du Président Houphouet Boigny (premier Président de la République de Côte d'ivoire) et entendent par-là pérenniser ses idéologies du bien commun pour consolider l'idée de la nation ou du vivre ensemble. C'est cette coalition politique qui a remporté les élections présidentielles de 2010 avec comme chef de file Alassane Ouattara. Actuellement, elle est en voie de s'effriter avec le retrait de plusieurs partis.

[15] Il s'agit des Forces nouvelles (FN), ex-mouvement rebelle dirigé par Soro Guillaume, l'actuel président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire. Cet acteur de la scène politique ivoirienne est généralement présenté comme ne disposant pas de parti. Toutefois, il serait jusqu'à une date récente (novembre 2017) l'un des acteurs de premiers plan du Rassemblement des Républicains (RDR), le parti du président Alassane Ouattara

[16] Comme le soulignait Gbagbo Laurent (Extrait du discours recueilli dans Fraternité Matin, 10 novembre 2000, p.4), « le peuple était déjà dans la rue, je n'ai fait qu'accompagner le mouvement. Et ceux qui étaient dans la rue, il n'y avait aucun parti, c'étaient tous les partis ». A travers ce discours expressif et totalisant, par l'idée de « peuple », il aurait fait allusion à aucune distinction politique ou ethnique. Et, les victimes désignées ici de martyrs y sont englobées.

[17] Ces contestations prennent surtout appui sur le flou suscité par le discours d'investiture de Gbagbo Laurent le 26 octobre 2000. Discours dans lequel il rendait hommage aux victimes définies comme « martyrs » et déclarait à cet effet être arrivé au pouvoir dans « des conditions calamiteuses ». C'est notamment ce dernier propos qui serait mobilisé par ces rivaux du RDR pour ne pas reconnaître son statut de président et par-delà son régime

[18] L'ethnicité a toujours été privilégiée dans les luttes politiques depuis l'avènement du multipartisme en 1990. Dans l'espace politique ivoirien, il est donc fréquent d'entendre que les groupes sociaux dont l'origine est situé dans le nord du pays c'est-à-dire les Malinké, les Sénoufo, les Lobi ou les groupes d'origine burkinabé sont du RDR.

[19] Les stéréotypes en question sont fabriqués à partir de la mise en cause de la nationalité, des origines d'Alassane Ouattara ou du parcours politique de ce leader emblématique du RDR. Communément dans le champ politique, il est désigné d'étranger car, pour ses opposants et adversaires politiques, il serait burkinabé.

[20] Le droit à la ville renvoie à la façon dont les acteurs d'une ville se réapproprient leurs conditions d'existence et leur vie quotidienne en son sein. Politiquement, ce droit est aussi celui de la participation aux projets d'urbanisme et aux décisions politiques les concernant. (Lire Giardinelli, 2018)